

Supply Side

In the United States, so-called supply side nostrums are being touted as short term cures for the entire economy. However, the testimony of our witnesses emphasized the medium term need for improved efforts to make markets work more efficiently, and effectively. Mr. Bouey stated his position most concisely and directly: "I think the broad public interest lies in taking in skeptical view of the value of restraints on the functioning of markets and on the rate of supply of particular goods and services." Government regulations are clearly part of the system of constraints on efficient markets, and in this regard, Mr. Johnston indicated that the government is anticipating the final report of the Economic Council of Canada on regulatory reform. This report will be released in June.

In respect to investment, Dr. Slater stated that: "All the evidence now at hand leads me to believe that Canada faces an investment decade of unprecedented size." Energy, capital accumulation and innovation will require greatly increased levels of investment. Therefore, he argues that more emphasis should be put on decreasing deficits and increasing Canadian savings and investment. "We cannot both expand our consumption rapidly and expand the investment rapidly." This investment may be crucial to increasing Canadian productivity, and meeting Canada's energy challenges and opportunities. More specifically, Dr. Slater recommended:

There is a lot to be said for us to look at our business taxation to see if we could not have a less gimmicky kind or arrangement, something that would be a better encouragement to investment, which... is a significant factor in improving our growth in the medium term.

TAX EXPENDITURES

Honourable Senators should be aware that under the new expenditure management system, tax expenditures, which do not appear in the Main Estimates, are accounted for as expenditures within the envelopes. Policy committees may make the choice between funding programs in the normal fashion or allowing delivery under the tax system; however, the total expenditure limits, including tax and cash expenditures, on the envelopes will still apply.

In this regard we must emphasize the need for government to define clearly the term "tax expenditure" in order to avoid confusion with measures that are really tax incentives, tax allowances or subsidies. We believe that further study in this regard is necessary. In addition, we recommend that where envelope levels are affected by the use of the tax system to deliver programs, some reference to this should be included in the estimates presented to Parliament.

L'offre

Aux États-Unis, on voit une panacée dans les mesures agissant sur l'offre pour régler tous les problèmes de l'économie à court terme. Toutefois, nos témoins ont insisté sur la nécessité, à moyen terme, de déployer davantage d'efforts pour atteindre une plus grande efficacité et plus grande efficience sur les marchés. M. Bouey a énoncé sa position de façon précise et directe: «Je crois qu'au nom de l'intérêt public, il faut considérer avec scepticisme les contraintes imposées dans le fonctionnement des marchés et sur l'offre de certains biens et services». Les règlements des pouvoirs publics sont, de toute évidence, un élément du système de contraintes qui s'applique sur des marchés efficaces et, à cet égard, M. Johnston a indiqué que le gouvernement attend le rapport final du Conseil économique du Canada sur la réforme réglementaire qui paraîtra en juin.

En ce qui a trait aux investissements, M. Slater a signalé que tout semblait indiquer que le Canada était au seuil d'une décennie d'investissements sans précédent. L'énergie, l'accumulation du capital et l'innovation vont exiger des investissements très considérables. Par conséquent, il soutient qu'il faut mettre davantage l'accent sur la diminution des déficits et l'accroissement de l'épargne des investissements des Canadiens. «Nous ne pouvons pas à la fois augmenter rapidement notre consommation et accroître nos investissements.» Ces investissements risquent d'être cruciaux pour accroître la productivité du Canada et pour relever les défis énergétiques et exploiter les possibilités qui s'offrent ici. Plus précisément, M. Slater a recommandé:

Il y a beaucoup à dire au sujet du régime fiscal. Il faudrait voir s'il est possible d'arriver à des dispositions plus simples qui favoriseraient davantage l'investissement, qui sera un élément important dans l'amélioration de notre croissance à moyen terme.

DÉPENSES FISCALES

Les honorables sénateurs devraient savoir qu'en vertu du nouveau système de gestion des dépenses, les dépenses fiscales qui ne figurent pas dans le budget principal des dépenses sont considérées comme des dépenses relevant des enveloppes. Les comités qui se penchent sur les politiques ont le choix de financer les programmes comme à l'habitude ou de permettre qu'ils soient réalisés en vertu du régime fiscal; cependant les enveloppes continueront à être assujetties à un plafond incluant les dépenses fiscales et en espèces.

A ce sujet, nous soulignons que le gouvernement devrait définir clairement l'expression «dépense fiscale», afin d'éviter toute confusion possible avec d'autres mesures qui sont en réalité des stimulants fiscaux ou bien des déductions ou subventions fiscales. Nous pensons qu'il faudrait approfondir l'étude de ce sujet. De plus, nous recommandons que lorsque l'épaisseur de l'enveloppe est touchée du fait qu'on a choisi le régime fiscal pour la réalisation des programmes, les prévisions budgétaires présentées au Parlement le mentionnent de quelque façon.